

Tendances conjoncturelles

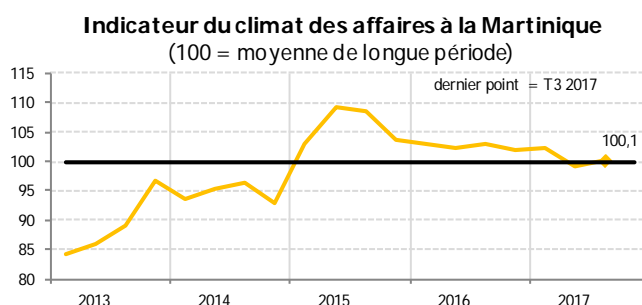
3^e trimestre 2017

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA MARTINIQUE

Stabilité de l'indicateur du climat des affaires

Au troisième trimestre 2017, l'indicateur du climat des affaires (ICA) se redresse (+0,8 point). Après le recul observé au trimestre précédent, il repasse au-dessus de sa moyenne de longue période à 100,1 points.

Sur le trimestre écoulé, les chefs d'entreprise bénéficient de l'amélioration de leur trésorerie et d'une réduction des délais de paiement. Ils constatent par ailleurs une amélioration de l'activité, bien que celle-ci reste encore modérée.



S'agissant des prévisions d'investissement, les entrepreneurs maintiennent leurs efforts même si les intentions d'investir tendent à se réduire depuis près d'un an.

Pour le quatrième trimestre, les prévisions sont plus réservées. Dans un contexte macroéconomique morose notamment caractérisé par la hausse du nombre de demandeurs d'emploi, et le ralentissement de la consommation des ménages, le secteur du tourisme parvient toutefois à tirer son épingle du jeu.

LES PETITES ÉCONOMIES CARIBÉENNES DUREMENT TOUCHÉES PAR LES OURAGANS DE SEPTEMBRE

Dans ses « Perspectives de l'économie mondiale » d'octobre 2017, le FMI prévoit une croissance de +2,8 % en 2017 et de +4,4 % en 2018 dans la **région Caraïbe**. Si les économies majeures de la région ont été relativement épargnées par les ouragans de septembre, d'autres en ont subi les pires effets.

La **République dominicaine** demeurerait le territoire le plus dynamique de la région avec une croissance attendue de +4,8 % en 2017, puis de +5,8 % en 2018. Selon la Banque centrale de République dominicaine, ce niveau de croissance devrait être atteint, les dégâts occasionnés par les ouragans étant mesurés.

Les îles d'**Antigua-et-Barbuda**, de la **Dominique**, de **Saint-Barthélemy** et de **Saint-Martin** (y compris **Sint Maarten**) ont été particulièrement touchées. L'ONU estime les dommages à 1,1 milliard de dollars et une perte économique totale de 400 millions de dollars dans les deux premières. Dans les îles françaises¹, l'État estime les dégâts à près de 2 milliards d'euros. À **Porto Rico**, les dommages pourraient atteindre 20 milliards de dollars, tandis qu'ils seraient de plusieurs millions à **Cuba**. Pour ces îles, la reconstruction se présente d'ores et déjà comme un défi devant concilier financement et nouveaux procédés de constructions plus adaptés aux risques naturels. C'est dans ce contexte qu'a été signé le protocole sur la reconstruction de Saint-Martin entre l'État et la collectivité au mois de novembre.

Épargnée par les ouragans, la **Jamaïque** bénéficierait d'une croissance de +1,7 % en 2017 et +2,3 % en 2018, selon le FMI. La bonne tenue du secteur du tourisme, moteur de la croissance, devrait se poursuivre en raison de la mise en place de nouvelles rotations aériennes. En parallèle, le chômage continue de diminuer au troisième trimestre 2017 et atteint son niveau le plus bas depuis juillet 2009 (11,3 %).

Source : FMI (Perspectives de l'économie mondiale, Regional economic outlook, octobre 2017), ONU, Banque centrale de République dominicaine, Banque centrale de Jamaïque, Ministère des Outre-mer.

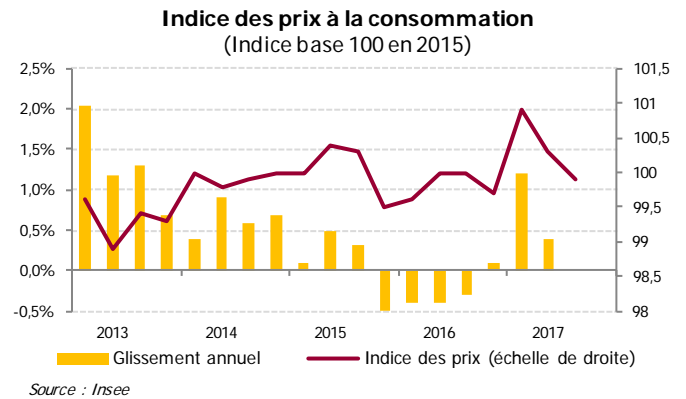
¹ Y compris l'archipel de la Guadeloupe.

Nouvelle baisse des prix

Au troisième trimestre 2017, l'indice des prix à la consommation (IPC) diminue une nouvelle fois (-0,4 %) après la première baisse enregistrée au trimestre précédent (-0,5 %).

Cette baisse est principalement portée par le repli des prix de l'énergie (-2,6 %), des services (-0,5 %) et des produits manufacturés (-0,6 %). À l'inverse, au cours des trois derniers mois, le prix de l'alimentation s'est renchéri (+1,0 %).

Sur un an les prix sont stables. L'inflation est nulle (0,0 %) malgré la hausse des prix de l'énergie (+1,8 %) et de l'alimentation (+1,4 %). En effet, ces augmentations sont compensées par la baisse des prix des produits manufacturés (-1,4 %) et des services (-0,1 %).



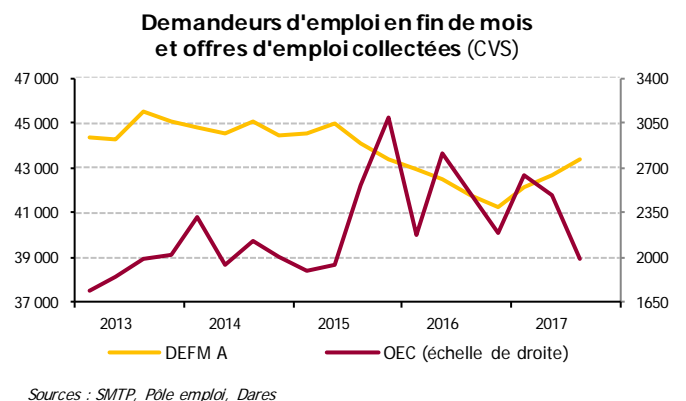
Le marché de l'emploi se dégrade

À fin septembre, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) atteint 43 430 (CVS) et s'inscrit en hausse pour le troisième trimestre consécutif (+1,9 %, après +1,2 % et +2,0 % sur les deux premiers trimestres de l'année).

Sur un an, leur nombre affiche ainsi une hausse notable (+3,9 %).

Sur le dernier trimestre, les jeunes (moins de 25 ans) semblent avoir été épargnés par la dégradation du marché du travail (-0,2 %).

Cependant, sur un an, toutes les catégories sont touchées : les moins de 25 ans (+0,9 %), les personnes de 25 à 49 ans (+1,8 %), et les seniors (les plus de 50 ans), qui connaissent une dégradation plus forte de leur situation sur le marché de l'emploi (+8,2 %).



Parallèlement, les offres d'emploi collectées (OEC) se replient sensiblement, tant sur le trimestre (-19,8 %, CVS) que sur l'année (-20,1 %, CVS).

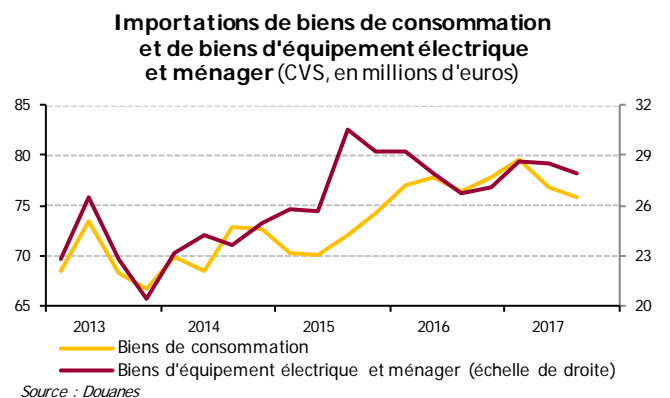
La consommation manque de vigueur

Après un premier semestre peu robuste, la consommation des ménages ne parvient toujours pas à se redresser significativement au troisième trimestre.

Les professionnels du commerce font état d'une activité morose. Pour preuve, les importations de biens de consommation et de biens électriques et ménagers affichent des baisses respectives de -1,5 % et -2,1 % (données CVS).

En revanche, les immatriculations de véhicules particuliers viennent rompre avec cette tendance. En effet, elles gagnent en dynamisme tant sur le trimestre (+2,1 %) que sur un an (+6,5 %, CVS).

En parallèle, les indicateurs de vulnérabilité des ménages restent bien orientés. Le nombre de dossiers de surendettement déposés auprès de la Commission (-2,8 %), le nombre de retraits de cartes bancaires (-4,9 %), le nombre d'incidents de paiement sur chèques (-2,7 %) et dans une moindre mesure, le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (-0,9 %) reculent une nouvelle fois sur le trimestre.



Des prévisions d'investissement moins dynamiques

Les chefs d'entreprise conservent la volonté d'investir bien que leurs intentions soient en repli par rapport aux trimestres précédents. Les prévisions d'investissement restent particulièrement soutenues au sein du secteur industriel, et notamment dans les industries agroalimentaires.

Les efforts consentis ce trimestre semblent être principalement destinés à la finalisation du renouvellement des flottes automobiles. En effet, les immatriculations de véhicules utilitaires sont en légère hausse sur le trimestre (+1,3 %, CVS). En revanche, les importations de biens d'équipement se replient une nouvelle fois sur la période (-6,6 %, après -3,2 %, CVS), tout comme les attestations de conformité électriques pour les locaux commerciaux (-23,2 %, CVS).

En termes de vulnérabilité, l'évolution est contrastée. Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire est en hausse sur le trimestre (+1,1 %) ; en revanche, en glissement annuel, l'évolution est inverse (-1,7 %). Pour leur part, les impayés sur effets de commerce sont également en légère augmentation au troisième trimestre, en nombre (+0,7 %) ; pour autant, les montants totaux impliqués sont moins importants qu'au trimestre précédent (-17,4 %).

Des échanges extérieurs en baisse

Hors produits pétroliers, les importations reculent (-3,9 %, CVS) sur le trimestre. La baisse est portée par le repli des importations de matériel de transport (-7,3 %, CVS), de produits agroalimentaires (-3,3 % CVS), d'équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique (-2,1 %, CVS) et de produits industriels (-1,9 %, CVS).

Les exportations hors produits pétroliers sont quant à elles stables sur le trimestre (+0,8 %, CVS). Les baisses des exportations de produits agroalimentaires (-1,3 %, CVS) et de celles dédiées au matériel de transport (-5,4 %, CVS) ont été compensées par la hausse des exportations de produits agricoles (+4,4 %, CVS) ce trimestre.

Les échanges de produits pétroliers, quant à eux, sont une nouvelle fois, en retrait ce trimestre : -24,2 % pour les importations, et -31,2 % pour les exportations (après -12,7 % pour les importations, et -35,6 % pour les exportations au trimestre précédent, données CVS).

Compte tenu de ces différentes évolutions, au total, les échanges commerciaux sont en diminution sur trois mois (-11,1 % pour les exportations, et -9,7 % pour les importations, CVS).

UNE ACTIVITÉ QUI PARVIENT À SE STABILISER, GRÂCE AU SECTEUR TOURISTIQUE QUI GAGNE EN ROBUSTESSE

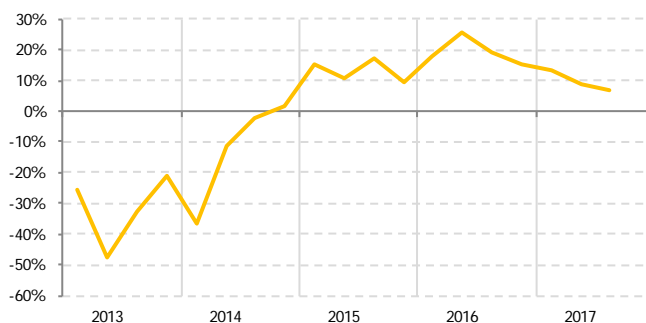
Au troisième trimestre, le courant d'affaires se situe à un niveau proche de sa moyenne de longue période. À défaut de se redresser nettement, l'activité parvient néanmoins à se stabiliser. Les soldes de gestion connaissent des évolutions contrastées : alors que les charges d'exploitation se dégradent fortement, les effectifs et les prix se maintiennent. Par ailleurs, en prévision d'une fin d'année plus prospère, les stocks se reconstituent.

D'un point de vue sectoriel, la banane, en difficulté depuis la tempête Matthew de 2016, devrait continuer à enregistrer des pertes dans les mois à venir, en lien avec les ouragans Irma et Maria de septembre 2017. Inversement, ces mêmes ouragans pourraient bénéficier au secteur du tourisme, déjà particulièrement porteur, en lien avec un effet report de passagers et croisiéristes.

Ainsi, dans le détail, au sein du secteur **primaire**, l'activité est mitigée. En dépit de la baisse des expéditions de bananes (-5,8 %, CVS), les exportations de produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture parviennent au total à progresser sur le trimestre (+4,4 %, CVS). La filière d'élevage présente également des résultats encourageants : les abattages sont en hausse sur la période (+3,7 %, CVS).

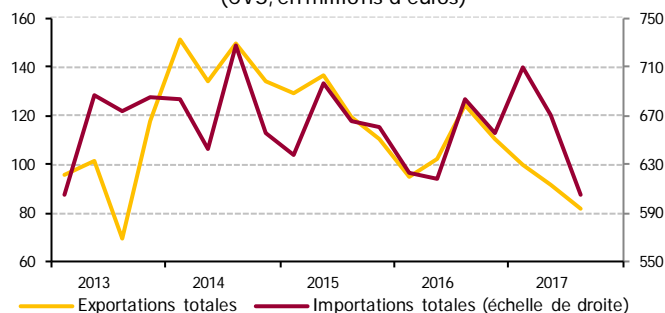
S'agissant des **industries agroalimentaires**, la production de rhum se tasse sur le trimestre (-11,6 %, CVS) mais la consommation ainsi que les exportations restent particulièrement dynamiques, respectivement à +2,6 % et +18,9 % (données CVS).

Prévisions d'investissement



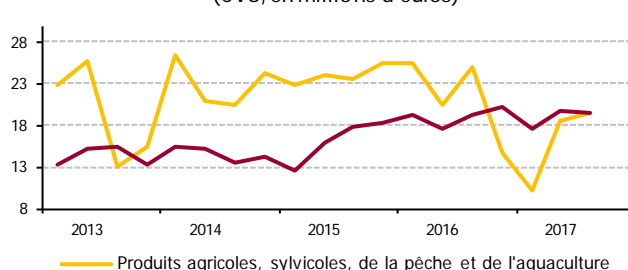
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Échanges extérieurs (hors services) (CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

Exportations de produits agricoles et de produits agroalimentaires (CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

Dans le secteur **industriel**, les professionnels font état d'une activité en déclin. Ils parviennent toutefois à assainir leur trésorerie et à maintenir leur niveau d'investissement. Les ventes de fioul, essentiellement destinées à l'industrie, affichent une progression à fin septembre (+13,4 %, CVS, après +7,8 %, CVS, au deuxième trimestre), s'appuyant sur des prévisions d'activité pour le quatrième trimestre plutôt bien orientées.

Dans le secteur du **tourisme**, selon les professionnels interrogés dans l'enquête de conjoncture, le courant d'affaires est favorable. Ils bénéficient de l'amélioration de leurs principaux soldes de gestion (trésorerie, charges d'exploitation et délais de paiement) et envisagent donc une possible reprise des investissements.

Les indicateurs sont bien orientés : le nombre de nuitées progresse sur le trimestre (+1,0 %, CVS), tout comme le nombre de passagers à l'aéroport (+1,9 %, CVS).

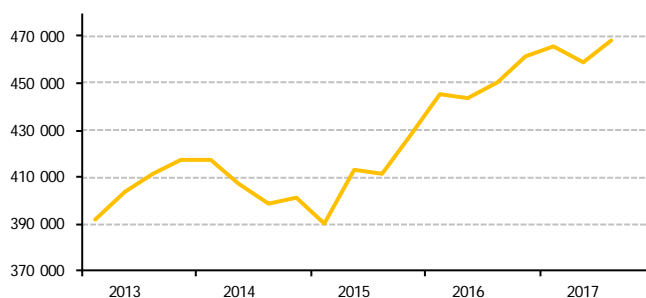
Pour la croisière, le trimestre est bien meilleur que l'année précédente. En effet, 5 488 croisiéristes ont visité la Martinique au troisième trimestre 2017 alors que l'activité était inexistante/nulle à la même période en 2016.

Les professionnels du **BTP** font état d'un courant d'affaires en berne. Les ventes de ciment sont en baisse (-2,2 %, CVS) sur le trimestre. Dans le détail, les ventes en sacs et en vrac diminuent respectivement de -2,7 % et -3,9 % (données CVS). La dynamique esquissée le trimestre précédent ne semble pas se concrétiser. Les attestations de conformités électriques sont en diminution pour les logements (-23,2 %, CVS). De plus, l'absence de visibilité demeure sur le lancement des chantiers structurants.

L'activité du secteur **commercial** reste atone. L'ensemble des soldes d'opinion sont dégradés à l'exception des effectifs et des prix. Les commerçants anticipent un meilleur quatrième trimestre, traditionnellement favorable aux activités commerciales.

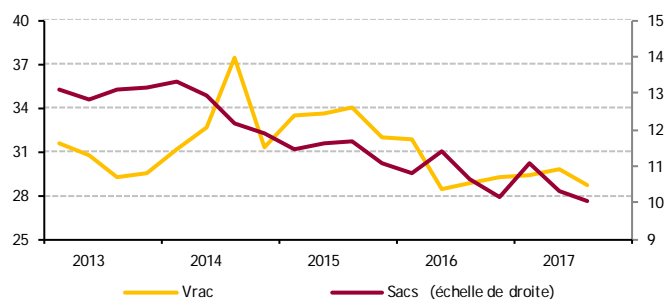
Dans le secteur des **services aux entreprises**, la confiance des entrepreneurs fléchit. En effet, l'activité se dégrade et ne permet pas de reconstituer la trésorerie. En outre, le niveau des carnets de commandes donne peu de visibilité pour le trimestre à venir.

Trafic de passagers à l'aéroport Aimé Césaire (CVS)



Source : CCIM

Ventes de ciment (CVS, en milliers de tonnes)



Source : Ciments Antillais

LA REPRISE GLOBALE S'AFFERMIT

Dans le cadre de l'actualisation de ses perspectives économiques en octobre 2017, le FMI confirme le sursaut de l'économie amorcé au début de l'année et rehausse ses prévisions de croissance mondiale à +3,6 % et +3,7 % pour 2017 et 2018 respectivement, soit +0,1 point pour chacune des deux années par rapport aux prévisions d'avril et de juillet.

Aux États-Unis, la croissance devrait atteindre +2,2 % en 2017 et +2,3 % en 2018 du fait des conditions financières très favorables et de la solidité de la confiance des chefs d'entreprise et des consommateurs. Toutefois les promesses non tenues de relance budgétaire ont joué à la baisse sur les perspectives (-0,1 point et -0,2 point respectivement par rapport à avril).

Dans la zone euro, la reprise devrait s'affermir cette année à +2,1 %, avant de ralentir à +1,9 % en 2018 (+0,4 point et +0,3 point par rapport à avril). L'accélération de l'activité tient principalement à une progression des exportations, et à la vigueur persistante de la demande intérieure grâce à des conditions financières accommodantes, dans un contexte où l'incertitude entourant l'action gouvernementale a reculé.

En France, le PIB progresse de 0,5 % au troisième trimestre 2017, après +0,6 % au trimestre précédent selon l'Insee. La consommation des ménages accélère une nouvelle fois (+0,5 % après +0,3 %), tandis que l'investissement ralentit légèrement tout en restant soutenu (+0,8 % après +1,0 %). Les importations croissent (+2,5 % après +0,2 %) en réponse au dynamisme de la demande locale mais le rythme de croissance des exportations est en repli (+0,7 % après +2,3 %).

Dans les pays émergents, le FMI révisé ses perspectives de croissance légèrement à la hausse, à +4,6 % en 2017 puis +4,9 % en 2018 (+0,1 point en 2017 et 2018). Au Brésil, la bonne tenue des exportations et le maintien de la demande intérieure ont permis à l'économie de renouer avec la croissance au premier trimestre. Les prévisions de croissance ont été significativement rehaussées, à +0,7 % en 2017 (+0,5 point par rapport à avril). En Chine, le FMI table sur une croissance de +6,8 % en 2017, en lien avec l'augmentation soutenue de la demande intérieure. L'institution alerte toutefois les autorités chinoises vis-à-vis de l'expansion rapide du crédit dont un ralentissement brutal pourrait affecter significativement l'économie locale et celle de ses partenaires commerciaux.

Sources : FMI, Insee – données arrêtées à la date du 31 octobre 2017